Moyens de subsistance, participation aux marchés et rôles respectifs des hommes et des femmes aux Îles Salomon : études de cas réalisées dans la Province occidentale et la Province d'Isabel[1]

Froukje Kruijssen, Joelle Albert, Miranda Morgan, Delvene Boso, Faye Siota, Stephen Sibiti et Anne-Maree Schwarz

Introduction

Aux Îles Salomon, l'exploitation des ressources terrestres et maritimes (on parle alors d'agrosystème aquatique) façonne les moyens de subsistance et les débouchés qui s'offrent aux populations rurales tributaires de ces ressources (encadré 1).

Encadré 1. Les *agrosystèmes aquatiques* sont des systèmes d'agriculture, de pêche et d'élevage où les dynamiques de production annuelle des écosystèmes côtiers et/ou dulcicoles représentent une part importante du revenu total des ménages.

Les Salomonais tirent leur subsistance d'activités variées. Ils gagnent notamment leur vie grâce aux revenus et aux produits tirés de la vente ou de l'échange de ressources agricoles aquatiques sur les marchés. L'expression « chaîne de valeur » est souvent employée pour décrire les activités qui entrent dans l'obtention d'un produit, depuis sa production ou sa collecte jusqu'à la commercialisation au consommateur final, en passant par les différentes étapes de valorisation du produit. L'analyse d'une chaîne de valeur permet de comprendre les acteurs qui interviennent dans cette chaîne, les intrants et les services fournis à ces acteurs, ainsi que les conditions propices à la mise en place de cette chaîne (politiques, règles et réglementations, dont les règles informelles et les normes culturelles). Une analyse de ce type est généralement réalisée afin d'évaluer les limites de fonctionnement d'une chaîne de valeur et d'identifier d'éventuelles améliorations. Celles-ci peuvent viser l'efficacité des échanges commerciaux entre les différents intervenants, l'équité entre ceux-ci en termes de revenus tirés de leur participation à la chaîne, ou encore l'amélioration de la participation de groupes vulnérables spécifiques de la population – une participation plus large des femmes, par exemple.

Encadré 2. Le *genre* s'entend des rôles socialement construits, assignés aux hommes et aux femmes. Il imprègne toutes les facettes de la vie quotidienne. De fait, le genre a une incidence sur la conception que les hommes et les femmes ont d'eux-mêmes et de leurs capacités, sur les interactions entre les deux sexes sur fond d'attentes sociales et sur la structuration des débouchés et la distribution des ressources au sein d'institutions telles que le marché et l'État.

Les rôles dévolus aux hommes et aux femmes définissent les comportements idéalement attendus de chaque sexe, quelle que soit la place occupée dans la société ou l'activité exercée, comportements qui recoupent d'autres types de comportements attendus. En d'autres termes, les rôles assignés aux deux sexes façonnent ce qui est jugé approprié pour les hommes et les femmes, et déterminent les attributs respectifs qu'ils doivent posséder et pouvoir démontrer dans toute situation. Il s'agit donc de normes auxquelles les hommes et les femmes se conforment en permanence, au sein du ménage ou dans la rue, dans la sphère privée ou publique (Muñoz Boudet *et al.* 2013).

À l'échelle mondiale, les femmes représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre dans le secteur de la production agricole et de l'exploitation des ressources naturelles, mais leur contribution est souvent peu reconnue. Une plus grande intégration des femmes dans les chaînes de valeur favorisera l'équité et la justice sociale, la pleine participation de celles-ci à l'économie dopera le développement économique, et une meilleure équité entre les deux sexes se traduira par des niveaux de productivité et d'efficacité plus élevés, car l'exploitation de ressources telles que les intrants et les services peut être plus efficace et efficiente si l'on cible mieux les femmes en tant que bénéficiaires (KIT, Agri-ProFocus & IIRR 2012). On estime que l'amélioration de l'équité entre les genres dans l'agriculture pourrait accroître le rendement des femmes sur leurs terres de 20 à 30 %, ce qui permettrait d'augmenter la production agricole des pays en développement de 2,5 à 4 % (FAO 2011).

[1] Cet article a été publié pour la première fois, en anglais, sous la forme suivante : Kruijssen F., Albert J.A., Morgan M., Boso D., Siota F., Sibiti S. and Schwarz A.J. 2013. Livelihoods, markets, and gender roles in Solomon Islands: Case studies from Western and Isabel Provinces. CGIAR Research Program on Aquatic Agricultural Systems. Penang, Malaysia. Project Report: AAS-2013-22. 16 p. Il est reproduit dans ce bulletin avec l'aimable autorisation du Programme de recherche sur les systèmes agricoles aquatiques du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

Principaux messages

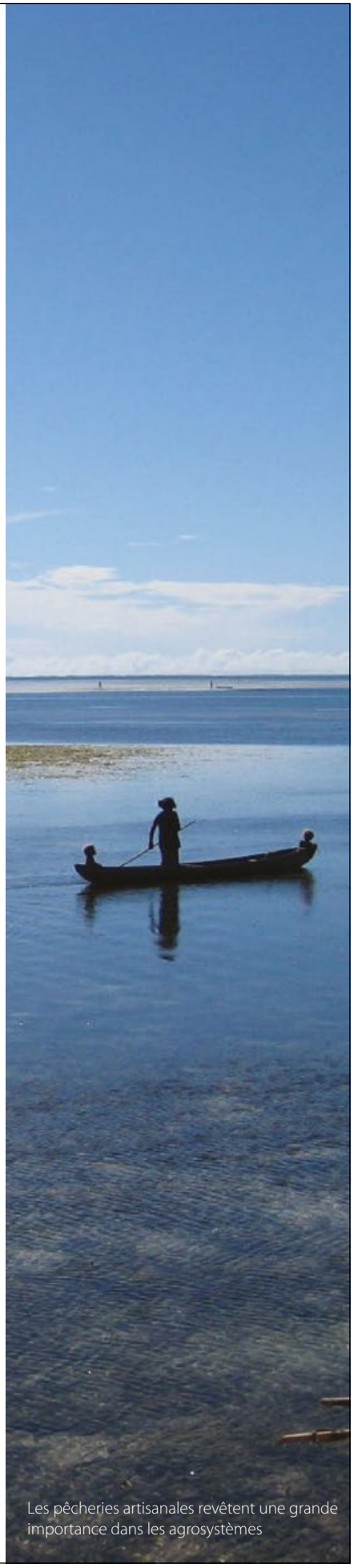
Aux Îles Salomon, les moyens de subsistance sont variés et recoupent un large éventail d'activités. La commercialisation des ressources marines à travers des chaînes de valeur occupe une place importante dans le paysage vivrier de nombreuses régions du pays. L'analyse des chaînes de valeur des ressources marines sous l'angle du genre permet d'identifier des possibilités d'amélioration équitable des moyens de subsistance des différents intervenants dans ces chaînes. Des études de cas réalisées dans deux communautés des Îles Salomon (l'une dans la Province occidentale, l'autre dans celle d'Isabel) offrent des pistes de réflexion sur la question. Voici un aperçu des principales conclusions de ce projet, mené en 2012 :

- Les hommes et les femmes accomplissent des tâches différentes dans les chaînes de valeur des ressources marines. Les hommes s'adonnent davantage à la pêche récifale et maîtrisent un plus grand nombre de techniques de pêche, tandis que les femmes pratiquent généralement la pêche à pied. La vente de poisson est majoritairement l'affaire des hommes, les femmes se concentrant sur celle d'autres ressources marines, même si cette répartition dépend du contexte culturel.
- En termes de production (pêche et ramassage), c'est souvent la personne qui réalise la transaction qui gère les revenus tirés des ressources marines. Ainsi, la rémunération des femmes pour le travail qu'elles accomplissent dépend de leurs capacités de négociation avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur, qui reposent à leur tour sur les normes relatives au genre et les relations de pouvoir. Les résultats de l'étude réalisée dans la Province d'Isabel révèlent que les revenus tirés du poisson sont plus équitablement répartis entre les époux que ceux générés par les autres ressources marines.
- Les deux communautés ne pratiquent pas le même nombre d'activités de subsistance mais, au sein de chacune, ce nombre est quasiment identique pour les hommes et les femmes. Certaines activités sont plus couramment du ressort de l'un ou de l'autre sexe, mais la répartition spécifique des tâches varie entre les deux communautés étudiées et dépend de normes et coutumes locales.
- Pour tout ce qui touche aux besoins quotidiens du ménage, aux activités économiques et à la famille, les modèles décisionnels varient selon le genre, certaines décisions étant prises par les hommes seuls, d'autres par les femmes seules et d'autres encore conjointement par les deux partenaires. En revanche, à l'échelon local, les processus décisionnels sont le pré carré des hommes. On peut postuler que, pour accroître la participation des femmes à ces processus, il convient de s'attaquer aux normes structurelles qui régissent les relations entre les sexes et d'améliorer les compétences et les capacités des femmes.

Principales recommandations

- Si l'on veut évaluer les moyens de subsistance reposant sur les ressources marines et prendre des mesures dans ce domaine, il est indispensable d'aller au-delà des différences visibles et de chercher à expliquer les causes sous-jacentes des disparités constatées.
- Pour favoriser l'équité entre les sexes et dans les processus décisionnels, il convient de mettre l'accent sur le renforcement des capacités et l'acquisition de connaissances. Il faudrait, par exemple, doter les femmes de nouvelles compétences et s'attaquer aux normes structurelles fondées sur le genre qui ont une incidence sur les rôles et responsabilités des deux sexes.
- Plusieurs possibilités peuvent être envisagées pour améliorer les chaînes de valeur des ressources marines, dont l'étude de différents modèles de coordination et d'effort collectif parmi les pêcheurs en mer et les pêcheurs à pied, en particulier pour les femmes, et l'organisation de formations et d'actions de sensibilisation axées sur d'autres méthodes de transformation, le but étant d'améliorer la conservation du poisson et des coquillages et, ainsi, de réduire le gaspillage et d'allonger la durée de vie des produits.

Des recherches plus approfondies devront être engagées pour découvrir comment optimiser les chaînes de valeur des ressources marines, sans pour autant accroître la pression exercée sur les écosystèmes d'où proviennent les produits commercialisés via ces filières halieutiques.



Les pêcheries artisanales revêtent une grande importance dans les agrosystèmes

Photo: Anne-Maree Schwarz

Encadré 3. *Quelques chiffres sur le genre aux Îles Salomon*

- En 2010, la proportion de femmes dans la population économiquement active était faible (38,7 %) et avait accusé une légère baisse par rapport aux chiffres de 1980 (FAO 2010, cité dans Weeratunge *et al.* 2012).
- En 2012, plus de 80 % des femmes économiquement actives travaillaient dans l'agriculture. La proportion de femmes dans la main-d'œuvre agricole a augmenté au fil du temps, alors qu'elle a diminué à des postes rémunérés dans des professions techniques et à responsabilité. Cette évolution révèle que les inégalités entre les sexes dans les secteurs non agricoles favorisent les hommes au détriment des femmes.
- En 2010, 33 % des femmes mariées (de 15 à 49 ans) gagnaient leur propre argent (ADB/SPC 2010).
- Les ménages ayant une femme pour chef de famille en milieu rural sont surreprésentés dans les 30 % de ménages dont les revenus sont les plus faibles (SI-NSO/UNDP 2008).

Analyser une chaîne de valeur à travers le prisme du genre permet de comprendre pourquoi certaines tâches sont assignées aux hommes et d'autres aux femmes à tous les échelons de la chaîne, quels rôles sont les plus avantageux et qui a accès aux ressources et les maîtrise pour participer pleinement à la chaîne – l'objectif visé étant d'identifier des possibilités d'amélioration. Il s'agit également d'appréhender les normes relatives au genre, les convictions et les relations de pouvoir qui façonnent le degré de participation des hommes et des femmes à la chaîne de valeur (voir l'encadré 5 où sont présentées les informations nécessaires à la réalisation d'une analyse de la chaîne de valeur fondée sur le genre).

Encadré 4. *Engagement envers l'égalité des sexes aux Îles Salomon*

Les Îles Salomon ont pris note de l'importance de la lutte contre l'inégalité entre les hommes et les femmes dans leur politique nationale de promotion de l'égalité des sexes et de la condition féminine (2009), qui s'attache à rehausser le statut économique de la femme via un accès accru aux ressources de production et le partage de ces ressources, ainsi que la participation égale des hommes et des femmes aux processus décisionnels et aux fonctions dirigeantes (MWYCA 2009). En 2011, le ministère des Pêches et des Ressources marines a élaboré une stratégie en faveur de l'intégration du genre dans les pêcheries, dans l'intérêt en particulier des communautés exploitant des agrosystèmes aquatiques.

Si la dimension genre n'est pas prise en compte, les améliorations apportées à la chaîne de valeur ne profiteront probablement pas équitablement à tous, les changements proposés risquant même d'avoir des répercussions négatives sur les groupes marginalisés. Si cet enjeu concerne au premier chef les personnes marginalisées au sein de la population (les femmes et les filles, généralement), il influe aussi sur les ménages, les communautés et l'environnement, car tous ont à y gagner si l'on muliplie les capacités et les débouchés.

Encadré 5. *Liste des données nécessaires à une analyse de la chaîne de valeur sous l'angle du genre*

- Rôles et responsabilités des deux sexes dans la chaîne de valeur, principalement en aval
- Contraintes temporelles des hommes et des femmes, et tensions éventuelles découlant de nouvelles responsabilités
- Droits des deux sexes sur les actifs, les outils, les intrants et les services (accès et maîtrise)
- Retombées en fonction du sexe de la participation à la chaîne de valeur
- Normes structurelles fondées sur le genre déterminant qui gère les revenus et qui prend les décisions dans la chaîne de valeur
- Mode de répartition et d'allocation des ressources financières tirées de la participation à la chaîne de valeur
- Ensemble de facteurs qui ont une incidence sur la capacité de négociation des femmes dans la chaîne de valeur
- Autres aspects limitant ou favorisant une meilleure participation des femmes à la chaîne de valeur

Les ressources marines sont l'une des principales sources de subsistance aux Îles Salomon : elles sont consommées, échangées ou vendues. En 2012, à la demande du ministère des Pêches et des Ressources marines et via le projet *Mekem Strong Solomon Islands Fisheries* financé par la Nouvelle-Zélande, le WorldFish Center a effectué des recherches préliminaires pour tenter de cerner et d'expliquer les rôles des deux sexes, leurs responsabilités, leurs activités de subsistance et la participation des hommes et des femmes dans les chaînes de valeur. Ces recherches ont été menées auprès de deux communautés salomonaises, l'une dans la Province occidentale, l'autre dans la Province d'Isabel (figure 1). Cet article présente les résultats des deux études de cas, notamment ceux relatifs au poisson et aux autres ressources marines commercialisées localement et à Honiara. L'équipe d'évaluation s'est plus particulièrement intéressée aux moyens à mettre en œuvre pour améliorer le tissu économique local, en particulier pour les femmes et les jeunes, et permettre aux femmes et aux hommes d'un même ménage de participer à la chaîne de valeur.

L'étude avait pour autre objectif de mieux cerner les perspectives et les enjeux de l'un des centres mis en place par le ministère des Pêches et des Ressources marines pour favoriser la commercialisation du poisson. Elle s'est appuyée sur des entretiens avec des informateurs clés et sur des discussions de groupe thématiques organisées avec les hommes et les femmes des deux communautés. Parmi les thèmes abordés figuraient la répartition des tâches dans les activités de subsistance, la prise de décisions, les rôles au sein de la chaîne de valeur et les espèces pêchées/collectées.

Principaux résultats

Présentation des études de cas

Communauté n° 1 (Province occidentale)

Caractéristiques de la communauté :

- Population : 125 habitants environ, 17 ménages
- Territoire isolé, accessible uniquement à pied ou par bateau ; difficultés d'accès accentuées en fonction des saisons quand la mer est agitée
- Petit nombre d'échoppes où se procurer des biens ménagers et des intrants

Activités de subsistance :

- Activités variées : 12 à 17 activités différentes entreprises au sein d'un ménage
- Environ 12 activités distinctes par membre adulte d'un ménage (homme ou femme)
- Participation de tous les ménages à la pêche récifale, au jardinage, à la cueillette, à la production d'huile de coco et à la vente de ressources halieutiques et de produits cultivés
- Participation de la plupart des ménages au tourisme, à l'immigration professionnelle, à la production de noix de coco, à la transformation du copra et à la sculpture (artisanat)
- En moyenne, un ménage cultive six espèces vivrières différentes, qui varient d'un ménage à un autre.

Consommation :

- Les coquillages sont réservés à la vente en raison de restrictions alimentaires religieuses.
- Les ménages font en moyenne deux repas par jour.
- Les ressources halieutiques figurent au menu de 30 % des repas.
- Interrogés sur les 5 poissons les plus couramment consommés, les ménages citent 20 espèces différentes.

Pêche :

- Grande diversité des espèces les plus couramment pêchées
- Fortes variations saisonnières des espèces pêchées et consommées

Communauté n° 1, Province occidentale (Îles Salomon)

Photo : Froukje Kruijssen

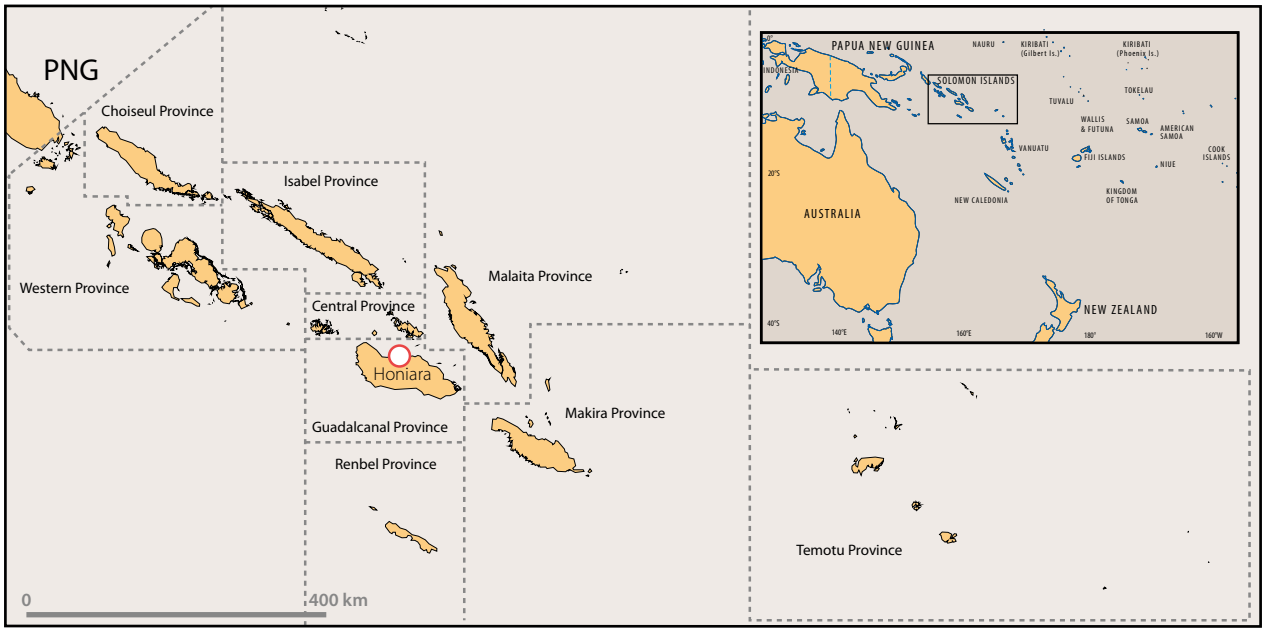


Figure 1. Les Îles Salomon.

Marchés :

- Le poisson, le manioc, la patate douce et le chou sont cités parmi les principaux produits vendus
- La vente de poisson et de fruits de mer s'effectue essentiellement au sein du village et entre les villages.
- Pas de glace et transports limités
- Principales contraintes : méthodes de transformation et espaces d'entreposage limités, accès restreint aux marchés

Communauté n° 2 (Province d'Isabel)

Caractéristiques de la communauté :

- Population : 3 000 habitants environ, 420 ménages
- Meilleure accessibilité ; sur l'itinéraire d'une compagnie maritime
- Plusieurs magasins locaux où se procurer des biens ménagers et des intrants

Activités de subsistance :

- Activités variées : 6 à 15 activités différentes entreprises au sein d'un ménage
- Environ 8 activités distinctes par membre adulte d'un ménage (homme ou femme)
- Participation de tous les ménages à la pêche récifale, à la collecte d'autres ressources marines et à l'agriculture
- Participation de plus de 75 % des ménages à la cueillette, à la vente de poisson et d'autres ressources marines, à la production d'huile de coco et au tourisme
- Exploitation plus fréquente des ressources halieutiques à des fins de consommation personnelle et de don que de commercialisation
- 21 espèces cultivées répertoriées ; les plus courantes : patate douce, manioc et chou
- En moyenne, un ménage cultive 6 espèces vivrières différentes.

Consommation :

- Le poisson figure au menu de 5 repas dans la semaine, et d'autres ressources marines (bénitier, bivalves et crabes de palétuvier) composent 6 autres repas.
- Nombre limité d'espèces consommées : 7 espèces de poisson et 2 types de coquillages

Pêche :

- Grande diversité des espèces pêchées : plus de 20 espèces répertoriées, dont 9 espèces par un seul ménage
- Gros volumes de collecte d'autres ressources marines (bénitier, bivalves, trocas et crabes de palétuvier)

Marchés :

- Meilleur accès aux marchés (à l'extérieur du village) pour les ressources marines que la communauté n° 1, par l'intermédiaire notamment du centre d'appui à la pêche et des intermédiaires
- Restrictions sociales à la commercialisation au sein du village
- Glace disponible auprès du centre d'appui à la pêche
- Principales contraintes : pannes de la machine à glace, manque d'espaces d'entreposage des ressources halieutiques, réserves de carburant limitées

Les chaînes de valeur des ressources marines aux Îles Salomon

La population salomonaise est très dispersée sur de nombreuses îles. On y trouve beaucoup de marchés où sont échangées les ressources marines mais ceux-ci sont, pour la plupart, très informels. C'est la raison pour laquelle ces chaînes de valeur sont peu lisibles, leur étude étant d'autant plus difficile que les relations sociales entre les différents intervenants sont complexes. Notons également que les données actuellement disponibles sur les volumes et les espèces échangés sont limitées. L'accès aux marchés d'Honiara est difficile du fait de longues distances, du coût élevé des transports et de la glace, et du manque de fiabilité des transports maritimes. En outre, le cadre institutionnel des chaînes de commercialisation n'offre qu'un appui limité à l'amélioration des marchés. Dans les deux communautés étudiées, les chaînes de valeur des ressources marines ne présentent pas le même nombre de débouchés commerciaux potentiels (figure 2). Cette différence s'explique par l'accessibilité des marchés (distance jusqu'à la route maritime la plus proche, bateaux motorisés disponibles, accessibilité du rivage pour les petites embarcations dans le village), le cadre institutionnel (présence du centre d'appui à la pêche dans la communauté n° 2) et le volume de poisson commercialisé. Dans les deux communautés, les prises de plusieurs pêcheurs sont généralement regroupées par un intermédiaire ou un pêcheur principal afin de surmonter les difficultés liées aux distances et aux coûts des transports.

Communauté n° 2, Province d'Isabel (Îles Salomon)

Photo: Froukje Kruijssen

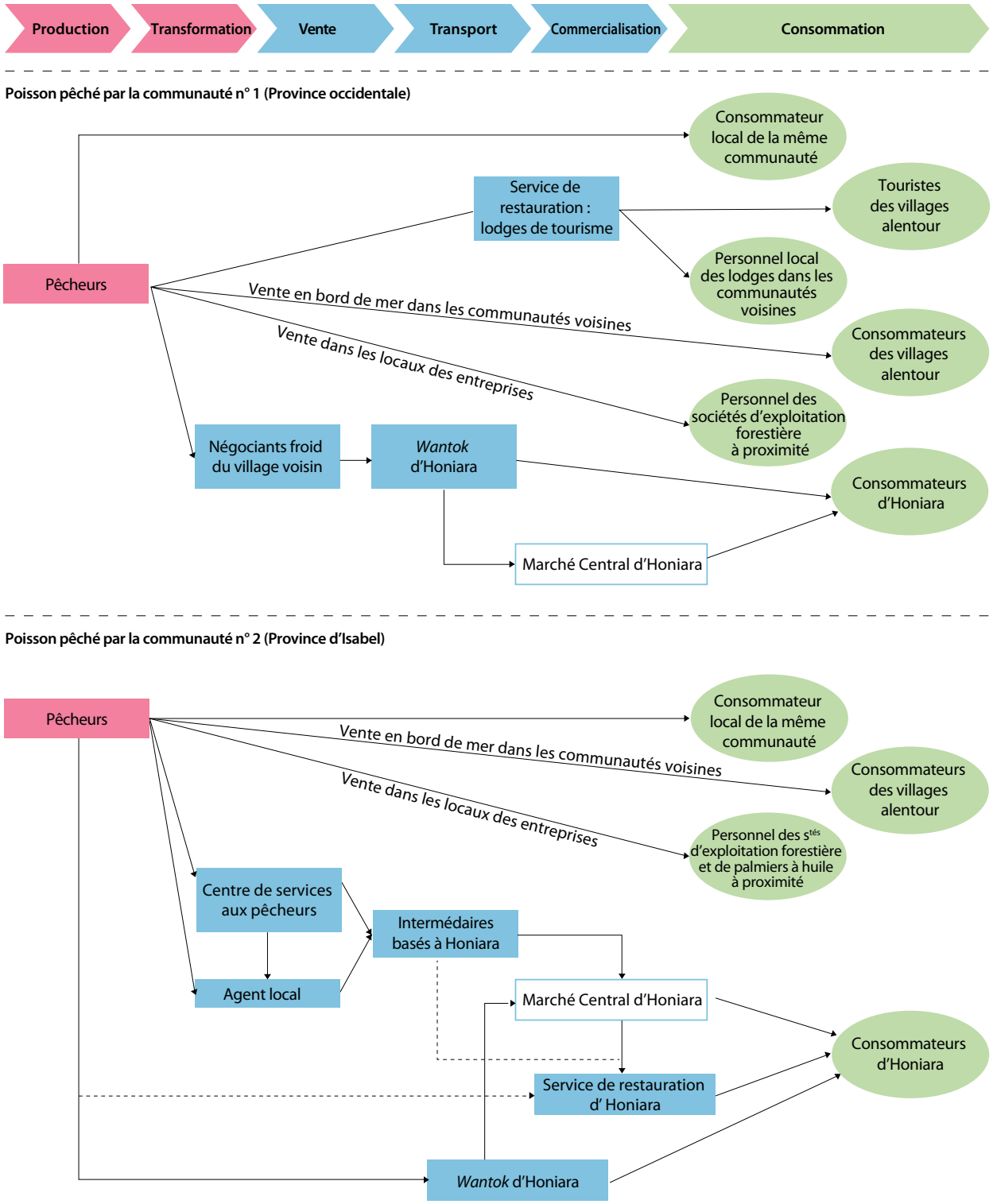


Figure 2. Chaînes de valeur du poisson dans les deux communautés étudiées.

Remarque : Les négociants froid sont des intermédiaires qui groupent les prises et les placent dans des bacs réfrigérés pour les envoyer à Honiara. Le terme « wantok » est employé aux Îles Salomon pour désigner l'ensemble de relations tissées entre des personnes parlant la même langue et/ou appartenant au même groupe de parenté ou provenant de la même zone géographique.

La figure 2 illustre les principaux processus de la chaîne de valeur présentée tout en haut (production, transformation, vente, transport, commercialisation et consommation) et les principaux acteurs qui interviennent dans ces processus. Dans la pratique, la chaîne de valeur n'est bien souvent pas aussi linéaire que dans la figure 2. Certains processus peuvent avoir lieu à plusieurs échelons de la chaîne (dans le cas des coquilles de troca, par exemple, une étape de transformation est réalisée dans la communauté – nettoyage des coquilles et prélèvement de la chair – tandis qu'une autre intervient dans des fabriques à l'étranger – transformation des coquilles en d'autres produits tels que des boutons). De la même façon, un acteur peut accomplir plusieurs tâches simultanément (un négociant peut, par exemple, à la fois vendre et transporter le produit). Le consommateur final de certains produits comme la bêche-de-mer et les coquilles de troca se trouve à l'étranger ; dans ce cas, les chaînes de valeur transcendent les frontières.

Pour se représenter clairement la structuration des chaînes de valeur (les différents intervenants) et leur fonctionnement aux Îles Salomon, une bonne compréhension des institutions informelles est essentielle. Ces institutions sont regroupées sous le terme *wantok* dans le pays. Même si de plus amples recherches sur ce système particulièrement complexe sont nécessaires, il exerce, de toute évidence, une forte influence sur les relations entre les acteurs de la chaîne, cette influence se manifestant davantage sur celles entre certains acteurs plutôt que d'autres. Il a une incidence sur le prix de vente des produits (cédés parfois gratuitement ou en échange d'un service non défini prodigué ultérieurement), sur les conditions d'une transaction (davantage susceptible de se dérouler à crédit) ainsi que sur les protagonistes d'une transaction. Enfin d'autres normes sociales qui influent sur les performances de la chaîne de la valeur l'imprègnent, en fonction des coutumes locales. Citons, à titre d'exemple, l'idée largement répandue dans la communauté n° 2 selon laquelle la vente de produits au sein du village est inappropriée.

Rôles différenciés dans la chaîne de valeur

Bien souvent, les hommes et les femmes accomplissent des tâches différentes au sein d'une chaîne de valeur, leur accès aux ressources est inégal et ils n'ont pas le même degré d'influence dans les processus décisionnels. Outre les principaux processus (production, transformation, vente, transport et commercialisation), d'autres acteurs et activités interviennent dans la chaîne de valeur, car de nombreuses tâches sont à accomplir au sein de chacun d'entre eux. Dans les communautés étudiées, la pêche du poisson est souvent l'apanage des hommes, qui maîtrisent davantage de techniques de pêche et capturent différentes espèces de poisson. Les femmes participent aux activités halieutiques en préparant le matériel, les appâts et les repas que les hommes emporteront avec eux lors de longues sorties de pêche. Elles aident également à éviscérer et à nettoyer le poisson. La pratique de la pêche par les femmes est généralement limitée au littoral ou à proximité. Elles ramassent aussi des coquillages et

Des femmes préparent le déjeuner lors d'un programme communautaire.

Photo: Froukje Kruijssen

d'autres ressources marines. La vente est majoritairement conclue par la personne qui a capturé ou collecté les ressources marines (tableau 1). Ainsi, la rémunération des femmes pour le travail qu'elles accomplissent (pour l'aide, par exemple, qu'elles apportent à leurs époux dans le cadre de plusieurs activités de pêche, de transformation et de commercialisation) dépend de leurs capacités de négociation avec d'autres acteurs de la chaîne de valeur (dans ce cas, leurs conjoints), qui reposent à leur tour sur les normes relatives au genre et les relations de pouvoir. Il convient de noter que les rôles dévolus aux hommes et aux femmes dans la chaîne de valeur varient d'une communauté salomonaise à une autre, en fonction de coutumes locales, de convictions religieuses et de l'environnement local. Ce point est illustré par les différences observées entre les deux communautés étudiées pour ce qui est des ressources marines dont la consommation et la vente sont considérées comme acceptables ou non sur la base de croyances religieuses.

Répartition des activités de subsistance selon le sexe

Les études de cas ont révélé d'intéressantes similitudes

Tableau 1. Rôles différenciés par sexe dans les chaînes de valeur des ressources marines (communauté n° 2).

Processus de la chaîne de valeur	Rôles fondés sur le genre (communauté n°2)
Production : pêche et ramassage	• Les hommes comme les femmes (mais en petit nombre) s'adonnent à la pêche récifale. Les femmes maîtrisent un plus petit nombre de techniques de pêche et se limitent généralement aux zones côtières ou proches de leur domicile. • Elles interviennent « dans les coulisses », préparant le matériel, la nourriture et les boissons que les hommes emportent avec eux lors de leurs sorties de pêche et contribuent également à d'autres tâches. • Ce sont les femmes qui se chargent du ramassage d'autres ressources marines telles que les coquilles de bénitier et les bivalves, tandis que les hommes et les femmes se partagent la responsabilité de la collecte des crabes. • Les enfants aident généralement le parent du même sexe.
Transformation : éviscération et nettoyage	• La personne qui a capturé le poisson (les hommes, majoritairement) se charge de l'éviscération et du nettoyage. Les femmes participent cependant à ces activités. • Les coquilles de troca sont nettoyées par les femmes.
Vente	• La vente de poisson au centre d'appui est majoritairement l'affaire des hommes. • C'est principalement aux femmes qu'il revient de vendre toutes les autres ressources marines. • Les femmes parviennent à vendre leurs produits en dehors de leur village, mais le nombre de débouchés est limité et elles ont indiqué être mal payées par les acheteurs et les intermédiaires commerciaux (des hommes pour la plupart). • Dans le cas du troca, seuls les hommes jouent le rôle d'intermédiaire (personne chargée de vendre le produit à un transformateur secondaire ou à l'un de ses intermédiaires).
Commercialisation	• Sur les marchés locaux, les transactions sont réalisées par les hommes, les femmes et les enfants. Le membre du foyer investi de la tâche dépend du type de ressource et du produit. • Vendre des produits au sein du village pour en tirer des revenus est une pratique mal perçue socialement. • Sur les étals de vente d'Honiara, les hommes sont majoritaires. Lors des recherches menées aux fins de l'étude sur le marché central, aucune femme vendant des poissons récifaux ou d'autres ressources marines telles que des coquillages et des crabes de palétuvier n'a été vue (elles étaient en revanche nombreuses à vendre des espèces pélagiques capturées par des navires de pêche commerciale). Les vendeurs interrogés ont toutefois déclaré que des femmes étaient généralement présentes même si, d'après eux, leur présence tendait peut-être à se faire plus rare.
Consommation	
Intrants et services	• Les magasins où l'on peut se procurer des intrants (matériel de pêche, carburant, etc.) dans la communauté sont tous gérés par des hommes. Les clients sont essentiellement des hommes. Les femmes peuvent acheter quelques hameçons et lignes de pêche. • L'équipage du navire de transport ne compte que des hommes, mais de nombreuses femmes travaillent dans les bureaux de la compagnie à Honiara. • La glace est essentiellement vendue aux pêcheurs pour qu'ils préservent la fraîcheur du poisson pendant la nuit, lors de sorties de pêche. Rares sont les femmes qui en achètent, car elles participent moins aux activités de pêche. • Les services de vulgarisation s'adressent essentiellement aux pêcheurs, des hommes pour la plupart. Les femmes ont donc moins accès à la formation.

et différences dans la façon dont les ménages et les individus des deux communautés gagnaient leur vie, et dans les rôles dévolus aux hommes et aux femmes. Les deux communautés ne pratiquent pas le même nombre d'activités mais, au sein de chacune, ce nombre est identique pour les hommes et les femmes. Le type d'activité varie selon le sexe. Il convient également de noter que les deux communautés étudiées ne se répartissent pas les tâches de la même façon. Les résultats de l'étude ne peuvent donc pas faire l'objet d'une généralisation (tableau 2).

Si hommes et femmes des deux communautés pratiquent tous l'agriculture, leurs rôles sont toutefois différenciés. Ils ne consacrent pas non plus toujours la même proportion de leur temps à l'entretien des jardins. La production d'huile de coco, la vente de produits cultivés/cueillis et les activités touristiques relèvent davantage des femmes dans les communautés étudiées. Les hommes travaillent plutôt dans les plantations ou travaillent en dehors du village.

Dans la communauté n° 1 (Province occidentale), l'équipe d'évaluation a réalisé des entretiens auprès de 10 ménages, soit au total 13 hommes et 15 femmes économiquement actifs (âgés de plus de 15 ans). Dans la communauté n° 2 (Province d'Isabel), l'équipe d'évaluation a réalisé des entretiens auprès de 21 ménages, soit au total 29 hommes et 31 femmes économiquement actifs. Les pourcentages indiqués reflètent la proportion de femmes (ou d'hommes) qui ont participé à une activité donnée par rapport au nombre total de femmes (ou d'hommes).

Les chiffres en gras montrent le sexe dominant pour l'activité concernée dans chaque communauté.

Répartition des actifs selon le sexe

Les actifs couvrent tout un éventail de catégories : il peut s'agir de biens de production, d'actifs financiers, de capital humain, de ressources humaines et naturelles ou d'équipements sociaux. La garantie de moyens de subsistance en dépend. Pourtant, les hommes et les femmes n'ont pas les mêmes droits sur ces actifs (accès et maîtrise), et ne disposent pas des mêmes capacités

Préparation de la plantation d'un jardin

Photo: Wade Fairley

Tableau 2. Activités de subsistance ventilées par sexe dans les deux études de cas.

Activités de subsistance	Communauté n° 1			Communauté n° 2		
	Ménages (%)	Hommes (%)	Femmes (%)	Ménages (%)	Hommes (%)	Femmes (%)
N	*10*	*13*	*15*	*21*	*29*	*31*
Pêche récifale	100	100	100	100	**93**	39
Collecte d'autres ressources marines	60	**69**	33	100	86	**100**
Culture de jardins potagers	100	100	100	100	100	100
Cueillette (animaux et végétaux)	100	92	**100**	95	**97**	90
Plantations (cocotiers, autres essences)	80	**85**	73	67	**48**	32
Huile de coco	100	85	**100**	76	31	**65**
Copra	80	**77**	73	19	14	16
Vente/Échange de poisson/ressources marines	100	77	87	86	**66**	52
Vente/Échange de produits cultivés/ramassés	100	69	87	71	48	61
Vente/Échange de produits issus de plantations	70	38	**60**	52	38	35
Vente/Échange de produits transformés	100	**85**	80	57	38	**48**
Tourisme	90	77	**93**	76	14	55
Sculpture (artisanat)	80	**77**	0	0	0	0
Travail en dehors du village (immigration prof.)	90	62	60	48	**31**	6
Autres activités rémunératrices	50	8	**40**	71	**45**	39
Nombre total moyen d'activités	***14,5***	***11,8***	***10,9***	***10,6***	***7,6***	***7,5***

pour investir ces ressources dans l'amélioration de leur activité (Weeratunge *et al.* 2012). D'après des études préalablement menées aux Îles Salomon, les hommes détiennent et utilisent généralement une gamme bien plus vaste de matériel de pêche que les femmes (Prange *et al.* 2009). Dans la communauté de la Province occidentale, les biens de production destinés à la pêche (fusils sous-marins, hameçons et lignes, lunettes et masques, par exemple) sont le plus souvent détenus et utilisés par les hommes. Les femmes quant à elles détiennent et utilisent seulement le matériel destiné aux activités de pêche côtière, ce qui correspond au type de pêche qu'elles pratiquent le plus souvent. Les deux époux détiennent et utilisent conjointement les pirogues à rames. Notons toutefois que ce moyen de transport est davantage employé par les femmes pour se rendre dans les jardins que pour s'adonner à la pêche. Même si certains éléments donnent à penser que la pratique de la pêche par les femmes à des fins de subsistance est de plus en plus acceptée, les inégalités entre hommes et femmes continueront de limiter l'accès de ces dernières aux outils et intrants dont elles ont besoin. Pour leur permettre de profiter au mieux de ce nouveau moyen de subsistance, il convient de favoriser leur accès à ces outils et intrants.

Dans la communauté de la Province occidentale, il appartient aux femmes de vendre les produits et d'en fixer le prix, de transformer le poisson et d'acheter de la nourriture et des articles ménagers. En leur donnant la possibilité de s'adonner à des activités de subsistance plus lucratives – la vente par exemple d'une plus grande variété de produits agricoles (rendue possible par l'introduction d'autres cultures ou d'animaux d'élevage comme des poules) –, on pourrait ainsi améliorer le bien-être du ménage, à condition que cette plus grande latitude n'accroisse pas leur charge de travail. Il est important que les femmes puissent participer à des activités rémunératrices, mais plus important encore est de savoir si elles ont la main sur les ressources financières qu'elles tirent de leur travail. L'étude de cette question dans la communauté de la Province d'Isabel a permis d'aboutir aux deux conclusions principales suivantes : 1) les revenus tirés du poisson sont répartis plus équitablement entre les deux époux que ceux issus d'autres ressources marines (dans ce cas, les revenus sont essentiellement gérés par la personne qui les a vendues, quel que soit son sexe) et 2) quand une femme participe à la vente de ressources marines, c'est elle qui assume davantage la responsabilité de dépenser les revenus. La maîtrise des actifs financiers dont jouissent les femmes est étroitement liée à leur capacité de négociation au sein du ménage et en dehors.

Genre et pouvoir de décision

Les inégalités entre hommes et femmes qu'on observe dans les normes et les rôles ont une incidence sur le poids des deux sexes dans les processus décisionnels du ménage et de la communauté. En règle générale, la position d'infériorité occupée par les femmes vis-à-vis de leur époux ou des hommes de leur communauté ne leur permet pas de peser sur les principales décisions concernant leur subsistance et celle de leur famille (Agarwal 1997).

L'étude menée dans la communauté de la Province occidentale a révélé que, même si les deux sexes sont

Les pirogues à rames appartiennent généralement aux deux époux.

Photo : Froukje Kruijssen

chacun responsables de types de décisions distincts au sein du ménage, ils ont également indiqué prendre certaines décisions conjointement (tableau 3).

Au niveau communautaire, les hommes dominent généralement les processus et espaces de décision. Les personnes interrogées ont déclaré qu'il était rare de voir des femmes participant publiquement à la prise de décisions. Les hommes occupent souvent la majorité des postes dirigeants au sein de la communauté du fait de relations de pouvoir fondées sur le droit coutumier et plus favorables aux hommes. Même quand les terres et les récifs sont hérités par la lignée matrilinéaire, le pouvoir peut être dévolu au parent de sexe masculin plutôt qu'aux femmes de la famille (Weeratunge *et al.* 2012). Dans la Province de Malaita, Boso et Schwarz (2009) relatent que tous les hommes interrogés déclarent participer systématiquement ou ponctuellement aux décisions concernant la gestion des ressources marines, alors que 72 % des femmes indiquent n'y prendre jamais part.

Les études préliminaires font apparaître le peu d'implication et de pouvoir des femmes dans les groupes communautaires et processus décisionnels, mais les causes de ce déséquilibre restent floues. Les travaux de recherche relatifs à la participation des femmes qui s'intéressent uniquement aux compétences limitées de celles-ci ou à leur manque de confiance ne sont pas suffisants. Il convient d'étudier les normes relatives au genre qui constituent un obstacle à la participation des femmes, quelles que soient leurs capacités. Pour cela, il sera indispensable de bien cerner les normes genrées qui façonnent les rôles publics des femmes ainsi que celles qui déterminent les responsabilités publiques et privées des hommes.

Recommandations

Les études de cas présentées dans cet article braquent le projecteur sur les rôles différenciés des hommes et des femmes dans les chaînes de valeur des ressources marines et d'autres activités de subsistance de deux communautés vivant aux Îles Salomon. Cette répartition des rôles entraîne bien souvent des inégalités en termes de progrès et de possibilités, avec les conséquences qui en découlent sur le bien-être et la sécurité vivrière et économique des deux sexes. Même si des connaissances plus approfondies demeurent nécessaires, on peut déjà tirer quelques enseignements des travaux réalisés :

- Si l'on veut évaluer les moyens de subsistance reposant sur les ressources marines et intervenir dans ce domaine, il est indispensable d'aller au-delà des différences visibles et de chercher à expliquer les causes sous-jacentes des disparités constatées.
- Pour favoriser l'équité entre les sexes et dans les processus décisionnels, il convient de mettre l'accent sur le renforcement des capacités et l'acquisition de connaissances. Il faudrait, par exemple, doter les femmes de nouvelles compétences et s'attaquer aux normes sous-jacentes fondées sur le genre.
- Plusieurs possibilités peuvent être envisagées pour améliorer les chaînes de valeur des ressources marines :
    - o l'expérimentation de nouveaux modèles de coordination horizontale entre les pêcheurs en mer et les pêcheurs à pied (pour vendre collectivement) afin de réduire les coûts de commercialisation et ceux des intrants, en particulier pour les femmes ;
    - o l'organisation de formations et d'actions de sensibilisation axées sur d'autres méthodes de transformation dans le but d'améliorer la conservation du poisson et des coquillages et, ainsi, de réduire le gaspillage et d'allonger la durée de vie des produits ;
    - o la diversification des produits agricoles commercialisés.

Tableau 3. Prise de décisions au sein des ménages de la communauté n° 1.

	Hommes	Femmes	Ensemble
Date et lieu des sorties de pêche	X		
Entretien du jardin familial et commercialisation des produits	X		
Transformation du poisson		X	
Prix de vente du poisson		X	
Achat de nourriture et d'articles ménagers		X	
Dépense des revenus tirés de la vente du poisson			X
Achat de vêtements, éducation des enfants, soins de santé de la famille			X
Naissance, mariage, funérailles, fêtes religieuses			X

Vente de poissons récifaux au marché

Photo: Fred Olivier

Compléments d'information et de recherche

Dans les paragraphes précédents, nous avons mis en évidence les principaux points à approfondir si l'on veut améliorer les chaînes de valeur, en particulier pour les femmes et d'autres groupes vulnérables. Un autre domaine de recherche, qui n'a pas été traité dans cet article, revêt toutefois de l'importance pour la viabilité à long terme des chaînes de valeur des ressources marines. De nombreux travaux sont menés sur la gestion communautaire des ressources et d'autres efforts de conservation, mais on ignore le lien entre ces pratiques et la demande des consommateurs sur le marché final. En conséquence, la dynamique entre les exigences du marché et la conservation des ressources halieutiques, et notamment l'impact des politiques dans ces deux domaines, doit faire l'objet d'une évaluation plus fine. Il existe probablement des moyens de promouvoir et de développer d'autres marchés pour des produits donnés dans le but d'encourager la capture de ressources plus durables et d'accroître la participation des femmes à ces marchés. Même si l'amélioration des moyens de subsistance par le biais d'interventions à différents échelons des chaînes de valeur présente un grand intérêt, il faut veiller à ce que cela ne se fasse pas au détriment des ressources marines et des générations futures qui en tirent leur subsistance.

Remerciements

Les auteurs tiennent à exprimer leur gratitude à tous les informateurs clés qui, sur les deux sites étudiés, ont été interrogés, ont participé à des groupes de discussion ou contribué autrement à l'étude présentée dans cet article, pour le temps qu'ils leur ont consacré et l'aide précieuse qu'ils leur ont apportée. Ils remercient également Ranjitha Puskur pour ses remarques pertinentes. Ce projet a été financé par la Nouvelle-Zélande, par le truchement du programme *Mekem Strong Solomon Islands Fisheries* (MSSIF) mis en place par le ministère des Pêches et des Ressources marines.

Bibliographie

ADB/SPC. 2010. Solomon Islands: demographic and health survey 2006-2007. Honiara, Solomon Islands: Asian Development Bank and Suva, Fiji: Secretariat of the Pacific Community.

Agarwal B. 1997. 'Bargaining' and gender relations: Within and beyond the household. Feminist Economics 3(1):1-51.

Boso D. and Schwarz A. 2009. Livelihoods and resilience analysis in two community clusters: The Funa'afou and Foueda artificial island communities, Lau lagoon, Malaita Province, Solomon Islands. Penang, Malaysia: WorldFish Center.

KIT, Agri-ProFocus and IIRR. 2012. Challenging chains to change: Gender equity in agricultural value chain development. Amsterdam, Netherlands: KIT Publishers, Royal Tropical Institute.

FAO. 2011. le rôle des femmes dans l'agriculture : Combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement. Rome, Italie : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation ete l'agriculture.

Muñoz Boudet A.M., Petesch P., Turk C. and Thumala A. 2013. On norms and agency: Conversations about gender equality with women and men in 20 countries. Directions in Development. Washington, DC, United States of America: World Bank.

MWYCA. 2009. Solomon Islands national policy on gender equality and women's development. Honiara, Solomon Islands: Ministry of Women, Youth, and Children Affairs.

Prange J.A., Schwarz A. and Tewfik A. 2009. Assessing needs and management options for improved resilience of fisheries-dependent communities in the earthquake/tsunami-impacted Western Solomon Islands. Community needs, resource status, and recover response to the disaster synthesis. Report to Force of Nature Aid Foundation.

SI-NSO/UNDP. 2008. Solomon Islands: Analysis of the 2005/06 household income and expenditure survey. Honiara, Solomon Islands: Solomon Islands National Statistics Office and Suva, Fiji: Pacific Center, United Nations Development Program.

Weeratunge N., Chiuta T.M., Choudhury A., Ferrer A., Hüsken S.M.C., Kura Y., Kusakabe K., Madzudzo E., Maetala R., Naved R., Schwarz A. and Kantor P. 2012. Transforming aquatic agricultural systems towards gender equality: A five-country review. Penang, Malaysia: CGIAR Research Program on Aquatic Agricultural Systems. Working Paper: AAS-2012-21.

Crédits photos :

- Wade Fairley : page 32 ;
- Froukje Kruijssen : pages 27, 28, 30 et 33 ;
- Fred Olivier : page 35 ;
- Anne-Maree Schwarz : page 25.

© Copyright Communauté du Pacifique, 2016

Tous droits réservés de reproduction ou de traduction à des fins commerciales/lucratives, sous quelque forme que ce soit. La Communauté du Pacifique autorise la reproduction ou la traduction partielle de ce document à des fins scientifiques ou éducatives ou pour les besoins de la recherche, à condition qu'il soit fait mention de la CPS et de la source. L'autorisation de la reproduction et/ou de la traduction intégrale ou partielle de ce document, sous quelque forme que ce soit, à des fins commerciales/lucratives ou à titre gratuit, doit être sollicitée au préalable par écrit. Il est interdit de modifier ou de publier séparément des graphismes originaux de la CPS sans autorisation préalable. Les opinions exprimés dans ce bulletin sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles de la CPS.

Texte original : anglais

Communauté du Pacifique, Section information halieutique, B.P. D5, 98848 Nouméa Cedex, Nouvelle-Calédonie

Téléphone : +687 262000 ; Télécopieur : +687 263818 ; Courriel : cfpinfo@spc.int ; Site Internet : http://www.spc.int/fame